

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**Séance du 22 avril 2026****Objet n° 71** de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Hasan KOYUNCU, Président du conseil; M. Martin DE BRABANT, Bourgmestre ff; M. Vincent VANHALEWYN, Echevin; Mme Justine HARZE, Echevine; MM. Cédric MAHIEU, Frédéric NIMAL, Abobakre BOUHJAR, Echevin; Mme Gudrun WILLEMS, Echevine; Mme Debora LORENZINO, Echevine; M. Thomas ERALY, Echevin; M. Quentin VAN DEN HOVE, Conseiller communal; Mmes Angelina CHAN, Dône SONMEZ, Conseillère communale; MM. Bernard CLERFAYT, Georges VERZIN, Conseillers communaux; Mme Cécile JODOGNE, Conseillère communale; MM. Ibrahim DONMEZ, Sadik KOKSAL, Conseillers communaux; Mme Leila LAHSSAINI, Conseillère communale; M. Yusuf YILDIZ, Conseiller communal; Mmes Naïma BELKHATIR, Emel KOSE, Marie GERVAIS, Audrey HENRY, Farida TAHAR, Conseillère communale; M. Elias AMMI, Conseiller communal; Mmes Sarah BESTRIOUI, Chloé DEGUIDE, Yousra Douhri, Marie SPEECKAERT, Conseillère communale; MM. Benjamin DEVOS, Abdourahmane BALDE, Olivier WILLOCX, Matthieu DEGREGZ, Quentin VANBAELEN, Mathias GYSELEN, Salih Emin DEMIRHAN, Conseillers communaux; M. David NEUPREZ, Secrétaire Communal.

ABSENTS: MM. Emin OZKARA, Anton SCHURMANS, Ufuk NARINC, Conseillers communaux; Mmes Barbara TRACHTE, Isabelle DURANT, Conseillère communale; M. Ahmed EL BARGERAGEI, Conseiller communal; Mmes Yousra OUCHEN, Ayse YIGIT, Laure LITA, Conseillère communale; M. Saït KÖSE, Conseiller communal.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: Mme Naïma BELKHATIR, Conseillère communale.

**#Objet : Ordonnance de police interdisant la vente et la consommation de boissons alcoolisées dans le quartier Nord et aux alentours #**

L'urgence est admise à l'unanimité.

## LE CONSEIL COMMUNAL

*Décidé, par 28 voix contre 2 et 6 abstention(s). Un membre n'a pas voté*

Vu la Nouvelle loi communale et notamment ses articles 119, 119bis et 135, § 2 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ;

Vu l'Arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 02 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues ;

Vu l'Arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mars 2026 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues ;

Vu l'Arrêté du Ministre-président du 27 mars 2026 modifiant , en ce qui concerne la prise de mesures de police administrative complémentaires, l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mars 2026 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues ;  
Considérant que l'Arrêté du Ministre-président du 2 avril 2024 précité liste certains quartiers dont le quartier « Gare du Nord », dans lesquels les menaces à l'ordre public sont particulièrement concentrées ;

Considérant que l'Arrêté susmentionné prévoit en conséquence un certain nombre de mesures de police administrative en vue de lutter contre les nuisances et violences liées au trafic, à la vente et à la consommation de drogues dans ces quartiers ;

Considérant que ces mesures de police administrative que l'Arrêté du Ministre-Président de la région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurent, firent l'objet de plusieurs arrêtés ultérieurs de prolongation adoptés les 1<sup>er</sup> octobre 2024, 26 février 2025, 28 août 2025 et 2 mars 2026 ;

Considérant l'interdiction à l'exception des débits de boissons, restaurants et services de livraison de vendre des boissons alcoolisées à emporter de vingt-deux heures à six heures du matin, sept jours sur sept, l'interdiction des distributeurs automatiques dans les lieux publics, ainsi que l'interdiction de consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, font partie des mesures de police administratives susmentionnées ;

Considérant qu'il existe en effet un lien réel d'une part, entre la consommation d'alcool et celle de stupéfiants (et dès lors du trafic qui y est lié) et, d'autre part entre la consommation d'alcool et le passage à l'acte violent et les incivilités d'après l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2026 ;

Qu'un tel lien est objectivé tant par des études et des données statistiques (voir notamment, pour ce qui est du lien entre la consommation d'alcool et celle de stupéfiants), le « Rapport européen sur les drogues 2025 » de l'Agence de l'Union européenne sur les drogues, ainsi que le rapport de recherche « Consommation » de crack dans l'espace public en Région de Bruxelles-Capitale », co-rédigé par safe-brussels, l'Université de Gang et l'Institut voor sociaal drugsonderzoek) que des données émanant des services de police ;

Que la combinaison de ces deux phénomènes entraîne des conséquences certaines tant sur le plan des nuisances que celui de la violence causées dans l'espace public en sorte qu'il en résulte un réel sentiment d'insécurité dans le chef de la population et singulièrement des résidents du quartier Nord ;

Que les phénomènes précités constituent ainsi un trouble à l'ordre public, compris dans toutes ses composantes que sont la propreté,

la salubrité, la sûreté et la tranquillité publiques ;

Considérant qu'il y a lieu de délimiter géographiquement et ce conformément aux Arrêtés susmentionnés, le périmètre exact du « Quartier Nord » dans lequel s'appliqueront l'interdiction à l'exception des débits de boissons, restaurants et services de livraison de vendre des boissons alcoolisées à emporter de vingt-deux heures à six heures du matin, sept jours sur sept, l'interdiction des distributeurs automatiques dans les lieux publics, ainsi que l'interdiction de consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept ;

## **ORDONNE**

### Article 1

La présente ordonnance s'applique dans le périmètre ci-annexé et délimité par :

- rue du Progrès (incluse)
- rue des Palais (incluse)
- place Liedts (incluse)
- rue Royale (incluse)

### Article 2

§1. L'Ordonnance de police entre en vigueur le jour de sa publication et restera en vigueur jusqu' au 2 septembre 2026.

§2. Elle est prolongée d'office, en fonction de la réévaluation et prolongation de l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale du 02 avril 2024.

### Article 3

§1. Il est interdit, à l'exception des débits de boissons, restaurants, services de livraison, de vendre des boissons alcoolisées à emporter de 22h00 à 06h00 du matin, sept jours sur sept.

Les distributeurs automatiques de boissons alcoolisées sont interdits dans les lieux publics.

§2. Il est interdit de consommer des boissons alcoolisées sur la voie publique vingt-quatre heures sur vingt-quatre sept jours sur sept. Cette interdiction ne s'applique pas aux installations prévues à cet effet et dûment autorisées telles que les terrasses de débits de boissons, restaurants et snacks.

§3. Le Bourgmestre peut accorder des dérogations à cette interdiction pour des activités qui n'auraient qu'un impact limité, et, ou ponctuel sur l'ordre public et la tranquillité publique, et n'auraient pas pour effet de participer ou encore d'exacerber les troubles publics tels qu'observés dans le périmètre de l'Ordonnance de police.

Il peut assortir ces dérogations de toutes conditions qu'il jugera bon de poser en fonction des circonstances. Ces dérogations seront notamment d'application à l'occasion d'événements festifs particuliers.

§4. Par « boisson alcoolisée », il y a lieu d'entendre toute boisson (fermentée, macérée, distillée ou autre) contenant de l'alcool éthylique ou éthanol.

§5. Le Bourgmestre peut prendre toute mesure de police administrative complémentaire en vue de faire respecter les interdictions formulées par le présent article.

### Article 4

§1. Les infractions à la présente ordonnance seront punies d'une amende administrative pouvant s'élever à 500 euros.

§2. La fermeture administrative à titre temporaire ou définitif de tout établissement pourra être prononcée par le collège des bourgmestre et échevins après avertissement préalable du contrevenant.

### Article 5

Les services de police sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance. Ils agiront conformément à la loi sur la fonction de police.

**Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 22 avril 2026.**

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



Le Bourgmestre ff,



Martin DE BRABANT

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK**Vergadering van 22 april 2026****Voorwerp nr 71 van de agenda**

AANWEZIG: H. Hasan KOYUNCU, Voorzitter van de Gemeenteraad; H. Martin DE BRABANT, Burgemeester dd; H. Vincent VANHALEWYN, Schepen; Mevr. Justine HARZE, Schepene; HH. Cédric MAHIEU, Frédéric NIMAL, Abobakre BOUHJAR, Schepenen; Mevr. Gudrun WILLEMS, Schepene; Mevr. Debora LORENZINO, Schepen; H. Thomas ERALY, Schepen; H. Quentin VAN DEN HOVE, Gemeenteraadslid; Mevr. Angelina CHAN, Döne SONMEZ, Gemeenteraadsliden; HH. Bernard CLERFAYT, Georges VERZIN, Gemeenteraadsliden; Mevr. Cécile JODOGNE, Gemeenteraadslid; HH. Ibrahim DONMEZ, Sadik KOKSAL, Gemeenteraadsliden; Mevr. Leila LAHSSAINI, Gemeenteraadslid; H. Yusuf YILDIZ, Gemeenteraadslid; Mevr. Naïma BELKHATIR, Emel KOSE, Marie GERVAIS, Audrey HENRY, Farida TAHAR, Gemeenteraadsliden; H. Elias AMMI, Gemeenteraadslid; Mevr. Sarah BESTRIOUI, Chloé DEGUIDE, Yousra Douhri, Marie SPEECKAERT, Gemeenteraadsliden; HH. Benjamin DEVOS, Abdourahmane BALDE, Olivier WILLOCX, Matthieu DEGREGZ, Quentin VANBAELEN, Mathias GYSELEN, Salih Emin DEMIRHAN, Gemeenteraadsliden; H. David NEUPREZ, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: HH. Emin OZKARA, Anton SCHUURMANS, Ufuk NARINC, Gemeenteraadsliden; Mevr. Barbara TRACHTE, Isabelle DURANT, Gemeenteraadsliden; H. Ahmed EL BARGERAGEI, Gemeenteraadslid; Mevr. Yousra OUCHEN, Ayse YIGIT, Laure LITA, Gemeenteraadsliden; H. Saït KÖSE, Gemeenteraadslid.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: Mevr. Naïma BELKHATIR, Gemeenteraadslid.

**#Voorwerp : Politieverordening verbod op de verkoop en het gebruik van alcoholische dranken in rond de noordelijke buurt #**

De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

DE GEMEENTERAAD

*Besloten, met 28 stem(men) tegen 2 en 6 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd*

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet namelijk artikelen 119bis, 134, §1 er en 135, § 2;

Gelet op de wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 betreffende de politietak;

Gelet op het Besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdsteljk Gewest tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen van 02 april 2024 die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen;

Gelet op het Besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdsteljk Gewest tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen van 02 maart 2026 die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen;

Gelet op het Besluit van 27 maart 2026 van de Minister-President van het Brussels Hoofdsteljk Gewest tot wijziging, wat betreft het nemen van aanvullende bestuurlijke politimaatregelen, van het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdsteljk Gewest van 2 maart 2026 tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen;

Overwegende dat het bovengenoemde besluit van de Minister-President van 2 april 2024 een lijst bevat van bepaalde wijken, waaronder de wijk van het Noordstation, waar de bedreigingen voor de openbare orde bijzonder geconcentreerd zijn;

Overwegende dat het bovengenoemde Besluit bijgevolg voorziet in een aantal administratief-politieke maatregelen ter bestrijding van overlast en geweld in verband met de handel in, de verkoop en het gebruik van drugs in deze wijken;

Ovewegende dat deze administratieve politimaatregelen, die bij het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 zijn ingesteld, het voorwerp vormden van verschillende latere verlengingsbesluiten die zijn vastgesteld op 1 oktober 2024, 26 februari 2025, 28 augustus 2025 en 2 maart 2026;

Overwegende dat het verbod op de verkoop van alcoholische dranken om mee te nemen, behalve voor drankgelegenheden, restaurants en bezorgingsdiensten van 22.00 uur tot 6.00 uur 's ochtends, zeven dagen per week, het verbod op verkoopautomaten voor alcoholische in openbare plaatsen, en het verbod om alcoholische dranken te nuttigen op de openbare weg, vierentwintig uur per dag, zeven dagen per week, deel uitmaken van de bovengenoemde administratieve politimaatregelen;

Overwegende dat er volgens het Besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 maart 2026 een reëel verband bestaat tussen enerzijds alcohol-en drugsgebruik (en bijgevolg de daarmee samenhangende handel) en anderzijds alcoholgebruik en gewelddadig gedrag en wanordelijkheden;

Dat een dergelijk verband wordt bevestigd door zowel studies als statistische gegevens (zie met name, wat betreft het verband tussen alcoholgebruik en drugsgebruik), het « Europees drugsrapport 2025 » van het Drugsagentschap van, de Europese Unie, evenals het onderzoeksrapport « Crackgebruik in de openbare ruimte van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest », mede opgesteld door safe.brussels, de Universiteit van Gent en het Instituut voor sociaal drugsonderzoek) als door gegevens afkomstig van de politiediensten;

Dat de combinatie van deze twee verschijnselen onmiskenbare gevolgen heeft, zowel wat betreft overlast als wat betreft geweld in de openbare ruimte; dat dit leidt tot een reëel gevoel van onveiligheid bij de bevolking en met name bij de bewoners van de wijk van het Noordstation;

Dat de bovengenoemde verschijnselen derhalve een verstoring van de openbare orde vormen, in al haar facetten, namelijk netheid, hygiëne, veiligheid en openbare rust;  
Overwegende dat noodzakelijk is om, in overeenstemming met de bovengenoemde besluiten, de exacte grenzen af te bakenen van de van het Noordstation, waarbinnen het verbod op de verkoop van alcoholische dranken om mee te nemen, behalve voor drankgelegenheden, restaurants en bezorgingsdiensten van 22.00 uur tot 6.00 uur 's ochtends, zeven dagen per week, het verbod op verkoopautomaten voor alcoholische in openbare plaatsen, en het verbod om alcoholische dranken te nuttigen op de openbare weg, vierentwintig uur per dag, zeven dagen per week van toepassing zijn;

## **BESLUIT**

### Artikel 1

De Politieverordening is van toepassing binnen het bijgevoegde gebied, begrensd door:

- Vooruitgangstraat (inbegrepen)
- Paleizenstraat (inbegrepen)
- Het Liedtsplein (inbegrepen)
- Koningsstraat (inbegrepen)

### Artikel 2

§1. Dit besluit treedt in werking op de dag van publicatie en blijft van kracht tot en met 2 september 2026.

§2. Deze wordt automatisch verlengd, op basis van de herziening en verlenging van het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024.

### Artikel 3

§1. Het is verboden behalve voor drankgelegenheden, restaurants en bezorgingsdiensten van 22.00 uur tot 6.00 uur 's ochtends, zeven dagen per week om alcoholische dranken te verkopen om mee te nemen van 22.00 uur tot 6.00 uur, zeven dagen per week.

Verkoopautomaten voor alcoholische dranken zijn verboden in openbare plaatsen.

§2. Het is verboden om alcoholische dranken te nuttigen op de openbare weg, 24 uur per dag en 7 dagen per week.

Dit verbod geldt niet voor daartoe bestemde en naar behoren vergunde voorzieningen, zoals de terrassen van drankgelegenheden, restaurants en snacks.

§3. De Burgemeester kan afwijkingen toestaan van dit verbod toestaan voor activiteiten die slechts een zeer beperkte en/of tijdelijke impact hebben op de openbare en rust, en die niet tot gevolg hebben dat zij bijdragen aan of de openbare onrust verergeren, zoals waargenomen binnen het toepassingsgebied van de politieverordening.

Hij kan aan deze afwijkingen alle voorwaarden verbinden die hij, gezien de omstandigheden, nodig acht. Deze afwijkingen zijn met name van toepassing bij bijzondere feestelijke evenementen.

§4. Onder alcoholische drank wordt verstaan elke drank (gegist, geweekt, gedistilleerd of andere) dat ethylalcohol of ethanol bevat.

§5. De Burgemeester kan alle aanvullende administratieve politie maatregelen nemen om de in dit artikel geformuleerde verboden te doen naleven.

### Artikel 4

§1. Overtredingen van dit besluit worden bestraft met een administratieve boete die kan oplopen tot 500 euro.

§2. Een tijdelijke of definitieve administratieve sluiting kan worden opgelegd door het college van burgemeester en schepenen na de overtreder een voorafgaande waarschuwing van de overtreder.

### Artikel 5

De politie is verantwoordelijk voor de uitvoering van deze verordening. Zij handelen in overeenstemming met de Politiewet.

**Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 22 april 2026.**

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester dd,



David NEUPREZ

Martin DE BRABANT